

Les ouvriers sont malades du travail !

Michel Nejszaten

1981

AVERTISSEMENT

A notre avis, c'est au cours de la période de prospérité que se sont mis en place les éléments qui expliquent la crise économique actuelle. C'est aussi au cours de cette période que les faiblesses antérieures du mouvement ouvrier se sont aggravées et ont préparé les échecs présents dans la lutte pour l'emploi et le salaire.

Il y a l'extérieur de la maison, la façade, et il y a l'intérieur de la maison où l'on vit. Le "bien-être" des ouvriers, c'est la façade, la misère morale, culturelle et physique, c'est l'intérieur. S'en rendre compte, c'est le premier pas vers un renouveau...

Nous espérons, avec cette brochure, susciter les réflexions et les discussions sur les problèmes brûlants de la classe ouvrière.

Il ne nous est pas possible, dans un cadre aussi restreint, d'explicitier nos affirmations. Nous nous contentons d'indiquer à la fin du texte quelques références.

Certaines parties, comme celle sur l'emploi et la production ou sur la consommation, sont encore assez fragmentaires et méritent des études ultérieures plus approfondies. Notre intention est de poser les problèmes et d'amorcer une solution.

PREMIERE PARTIE: L'ECONOMIE DEVIENT PARASITAIRE

En quelques années, la crise a remis en question le mode de vie des ouvriers et les choix faits par les syndicalistes et politiciens du mouvement ouvrier.

En 1975, le carcan de 4 % est mis sur les salaires; en 1976, il est convenu de pénaliser les conventions qui accordent des hausses de salaire trop grandes. En 1981 nouveau carcan de 1 % environ.

Des réductions de salaire sont à l'ordre du jour, notamment dans la sidérurgie.

Les pertes d'emploi sont phénoménales ! En 1974, environ 140.000 chômeurs complets, et en 1980, on atteint presque les 600.000 (en comptant tout: prépensionnés, jeunes en stage, cadre spécial temporaire, etc.) ! Un tiers des chômeurs sont des jeunes en dessous de 25 ans.

L'industrie est gravement malade: de 1974 à 1978, 200.000 emplois perdus (1), plusieurs de ses secteurs sont en pleine décomposition. Seuls les Services Publics tiennent, mais ils ne sont pas créateurs de valeur.

La main d'oeuvre étant en abondance, la sécurité sociale qui assurait une stabilité de l'effectif est dénoncée par les capitalistes. Augmentation des médicaments, des frais d'hôpitaux, mesures de chasse contre les chômeurs et les étrangers, etc., la régression commence et des projets bien plus sévères sont en élaboration (2).

Comment en est-on arrivé là ?

Pendant la période de prospérité, un cancer a rongé la société. Maintenant, il s'est déclaré.

Y a-t-il eu prospérité ?

Après la guerre, il a fallu relever l'économie du pays. Cela ne s'est pas fait sans peine, sans plusieurs récessions en 1952 et 1958 notamment.

L'envol de la production industrielle se situerait vers 1967 et jusque 1974. La progression de 3 à 4% par an entre 1948 et 1967 passe à 5,5 % en 1967 (1bis).

Ces chiffres cachent cependant quelques profonds changements dans la structure de l'industrie: les mines disparaissent, le textile faiblit pendant que se développent fort la chimie, certains secteurs des fabrications métalliques comme l'automobile; la sidérurgie et les fabrications métalliques dans leur ensemble piétinent (2).

Dans une telle conjoncture, les bénéfices nets sont plantureux, à part une chute en 1971. Par exemple, en 1967, ils augmentent de 28 %; en 1968, de 18 % (3).

Comparativement les secteurs de pointe ont rapporté, semble-t-il, le plus de profits. La chimie est plus rentable que les fabrications métalliques eux-mêmes plus rentables que la sidérurgie et le textile. Il n'empêche que les banques et les assurances donnent des résultats nettement plus appréciables (14).

A l'intérieur des fabrications métalliques, l'automobile prend une place de choix: ses bénéfices nets représentent 1/6 des bénéfices du secteur. De 1967 à 1970, l'automobile a un rendement de près de 50 % supérieur par rapport au secteur, et de 71 à 74 près de 100 % supérieur (5).

Il y a donc eu prospérité de l'économie, mais répartie inégalement.

Le gâchis économique

En échange de la garantie de l'emploi et d'autres avantages, le mouvement ouvrier a laissé les mains libres aux capitalistes concernant la production.

Qui sont-ils ces capitalistes ?

En Wallonie, la Société Générale détient près de la moitié des grandes entreprises et les multinationales étrangères environ un quart (total: 75 %); en Flandre, la Société Générale en détient un quart et les multinationales étrangères près de la moitié (total: 69%) (6).

Toutefois, les multinationales étrangères (surtout américaines) ont la main sur la plupart des industries de pointe: la chimie, l'automobile, le pétrole, la construction électrique dépendent presque totalement d'elles (7). C'est dire que les investissements étrangers sont non seulement considérables (1/3 du total des investissements entre 1959 et 1968), mais aussi répartis plus judicieusement que les capitaux belges de l'industrie (8).

Qu'ont fait ces monopoles belges et étrangers ?

D'abord les grandes sociétés belges. Elles font sortir leurs capitaux pour une somme dépassant les capitaux étrangers qui entrent (9). Elles s'orientent de plus en plus vers les finances: l'industrie est progressivement désertée car les profits, nous l'avons signalé, sont moins élevés par rapport à l'argent investi (10).

Quant aux investissements industriels, soit ils servent à replâtrer des entreprises vieilles, soit ils concurrencent directement d'autres entreprises belges qui se trouvent ainsi condamnées à moyen terme. Les exemples de Sidmar pour la sidérurgie et de Zeebrugge pour les ports (capitaux belges et étrangers) illustrent comment les monopoles belges se confinent dans quelques secteurs où, incapables de redresser les entreprises moins modernes, ils préfèrent carrément les sacrifier et en créer de nouvelles plus modernes dans d'autres régions et avec moins d'emplois (11).

Ensuite les sociétés étrangères.

La Belgique dépend à la fois de l'étranger pour de nombreuses ressources vitales comme l'énergie et d'entreprises étrangères installées dans le pays pour les produits de pointe. Ces dernières, attirées coups d'aides de l'Etat et par toutes sortes d'autres appâts, investissent selon leur propre politique internationale.

Notre pays héberge ainsi l'assemblage automobile, mais ne produit que 45 % environ de la valeur d'une auto. Quand la vente d'autos ralentit, les Français ferment Citroën-Forest, les Anglais British-Leyland Seneffe et s'en vont. C'est en fait, du transit; on vient, on touche les aides de l'Etat, on produit assez pour se remplir les poches et on part. Les décisions sont prises quelque part dans le monde et chaque entreprise étrangère en Belgique est un petit pion sur un grand échiquier. Il suffit que la conjoncture devienne légèrement défavorable ou que les pots-de-vin d'un autre pays soient plus attirants pour que la fermeture soit décidée, parfois peu d'années après la mise en marche, comme Siemens-Baudour.

La Belgique produit surtout du semi-fini ou n'exécute qu'une partie du produit fini. En outre, elle exporte environ 50 % de sa production (12). Autant dire qu'en cas de crise, elle est particulièrement mal prise. Tout est axé sur le court terme pour avoir le profit maximum.

Il en résulte une économie parasitaire (délaissant l'industrie pour les finances), dépendant de l'étranger pour la production moderne et pour la moitié du commerce, figée dans quelques secteurs en perte (sidérurgie, textile, fabrication métalliques), morcelée par les étrangers dans quelques secteurs de pointe (chimie, auto, etc.).

L'ECONOMIE DU PAYS A, EN REALITE, DEGENERE.

La catastrophe commence

La hausse de la productivité industrielle a camouflé que le textile était en difficulté au début des années 60, que la sidérurgie à la fin de la reconstruction du pays battait de l'aile, que certains secteurs des fabrications métalliques stagnaient.

Ces secteurs s'écroulent depuis 1974.

Des secteurs plus modernes, mais déséquilibrés, dépendant de l'étranger et donc fragiles comme la construction électrique et l'automobile suivent désormais.

Il y a la fois surproduction, dans la mesure où la vente baisse (le marché automobile est saturé) et manques, dans la mesure où notre production est inadaptée (par exemple, les transports en commun sont insuffisants). Le gaspillage et l'anarchie au niveau du pays entier sont immenses, démesurés.

DEUXIÈME PARTIE: LA PROSPÉRITÉ, CE NE FUT PAS POUR LES OUVRIERS

Le "plein emploi" cachait l'agonie des industries

Y A-T-IL EU PLEIN EMPLOI ?

L'essor de la production et du commerce a entraîné la création d'emplois. Le chômage a donc fortement diminué pendant cette période.

Le nombre total d'ouvriers occupés est de 1,5 millions environ en 1958 et 1,6 millions en 1970, c'est-à-dire plus de 100.000 emplois ouvriers nouveaux (13).

En fabrications métalliques, il y eut environ 50.000 emplois nouveaux dont 25.000 dans l'automobile et 10.000 dans la construction électrique. En chimie, malgré son importance, pas de grande différence.

Cependant, avec la fermeture des mines, plus de 100.000 emplois furent perdus. Comment furent-ils compensés ? Essentiellement avec la croissance du commerce et des services (14).

L'augmentation du nombre d'employés et de techniciens est bien plus considérable, plus de 200 à 300.000, soit une augmentation d'au moins 30 %, à comparer avec les 7-8 % des ouvriers (15).

Le chômage a baissé: de l'ordre de 100.000 dans les années 1956-1960, il est tombé dans les 60.000 jusque 1966 pour remonter un peu jusque 1972-1973 (16). Ces chiffres se confondent pratiquement avec le chômage des seuls ouvriers (le chômage des employés est de l'ordre de 5.000 au début des années 60 et ne deviendra consistant qu'au début des années 70 avec 20.000) (17).

L'EMPLOI ETAIT MINE

Les problèmes de l'emploi découlent en grande partie des choix économiques.

18 % de l'emploi ouvrier est situé dans des entreprises étrangères (70 % des nouveaux emplois en Flandre) et 57 % de l'emploi wallon des grandes entreprises dépend de la Société Générale (18).

En réalité, les emplois nouveaux massifs ont été créés dans le commerce et les services, alors que l'industrie ne parvenait pas à rattraper les pertes d'emplois dans les mines. S'il est compréhensible que le commerce et les services prennent plus d'importance, il ne faut pas non plus négliger l'industrie (et l'agriculture) qui crée véritablement les richesses.

Or, nous avons constaté quelques faiblesses dans l'industrie. Faut-il dès lors s'étonner que depuis 1974 l'emploi ouvrier a baissé de 20 à 30 % dans le textile, dans l'extraction et la préparation des minerais métalliques, la production et la première transformation des métaux, et dans les fabrications d'ouvrages en métaux et aussi dans la construction électrique et électronique (19) ?

D'après certaines estimations, le secteur de l'automobile (du montage aux services commerciaux de vente, etc.) concerne environ 500.000 emplois, soit 1/6 de la population active (20). Que va-t-il se passer avec la crise de l'automobile ?

Parmi les 200.000 ouvriers mis au chômage en 1978, 30.000 environ sont mécaniciens, outilleurs, plombiers, soudeurs, électriciens, 12.000 sont maçons, carreleurs, plafonneurs, 30.000 sont tailleurs, coupeurs, fourreurs, et bien d'autres encore ayant une qualification. Quel gâchis ! (20 bis)

L'EMPLOI ETAIT DEQUALIFIE

Il faut aussi se demander quel genre d'emplois a été créé. De ce point de vue, la disparition des mines aurait pu être une bonne chose. D'autant que de nombreux jeunes sont diplômés. Ce sont surtout l'enseignement moyen supérieur et l'enseignement supérieur qui se sont fort développés (21).

Comme la progression des diplômés est bien plus élevée que la progression de la population, on peut conclure qu'il y a beaucoup plus de travailleurs qualifiés dans la société.

Une enquête fait ressortir qu'en 1972, 67 % des ouvriers possédaient une formation élémentaire (études primaires achevées ou non) et 33 % possédaient une formation moyenne ou supérieure; 17 % ont acquis par la suite une formation complémentaire (22).

Mais selon toute apparence, les emplois nouveaux, que ce soit dans l'automobile, dans la chimie, dans le commerce ou les services demandent peu de qualification: le fait que 100.000 femmes supplémentaires (ouvrières) ont été mises au travail pendant la période de prospérité et qu'on leur confie surtout des emplois non qualifiés est un premier indice.

D'autre part, d'après plusieurs indications, le nombre d'ouvriers spécialisés (semi-qualifiés, ouvriers travaillant à la chaîne, etc.) augmenterait plus vite que le nombre d'ouvriers qualifiés (23).

Cela signifierait que beaucoup de jeunes scolarisés ont dû accepter des travaux ne répondant pas à leur niveau intellectuel.

Si l'on considère en plus que l'afflux d'immigrés au cours des années 63 à 66 et 70 à 77 s'est concentré dans les mines, la sidérurgie, la construction et les fabrications métalliques, il faut bien reconnaître que l'emploi ouvrier reste peu intéressant (24).

Au total, pour être schématique, il y a une sorte de polarisation absurde: la plupart des travailleurs qualifiés au sens large se retrouvent dans des secteurs non productifs, alors que les travailleurs les moins qualifiés (immigrés, femmes, jeunes peu scolarisés, etc.) se retrouvent à la production où ils sont obligés d'exécuter des travaux monotones, lourds ou dangereux, sans compter qu'une partie des ouvriers scolarisés est aussi confinée dans ce genre de tâches. C'est un autre aspect de la décadence du capitalisme. Ce sont ces travailleurs tant décriés aujourd'hui qui sont à l'origine de la prospérité économique et qu'on rejette depuis 1974. Par exemple, en 1960, il y avait 85.000 hommes pour 29.000 femmes au chômage; depuis, les femmes sont allées au travail en plus grand nombre et en 1975, il y avait 90.000 femmes pour 85.000 hommes au chômage (170.000 femmes en 1978 !)(25).

A qui la faute ?

Le prix du salaire, c'est la santé

QUELLE FUT LA HAUSSE DES SALAIRES ?

Parallèlement à la haute conjoncture et au "plein emploi", les salaires ouvriers se sont élevés de façon impressionnante: ils ont quasiment doublé en moyenne de 1960 à 1975, en l'espace de 15 ans, et compte tenu de l'index. De 1960 à 1971, l'augmentation est en moyenne de 45 % et s'accélère de 1971 à 1975 (26).

L'augmentation n'est pas la même partout. Elle est plus importante dans les grandes usines; certains secteurs comme le pétrole, la sidérurgie, la chimie, l'automobile et les transports ont des salaires plus élevés (27).

Les écarts entre les salaires ouvriers ne sont pas très grands: 73 % des ouvriers gagnaient entre 19.000 et 38.000 F en 1978 (28), c'est-à-dire un écart d'1 à 2. Il semble bien que les écarts ont tendance à se réduire entre les qualifiés et non qualifiés. Alors qu'après guerre, un ouvrier qualifié gagnait en général 50 % de plus qu'un ouvrier non qualifié, il ne gagnait que \pm 20 % en plus qu'en 72 (29).

LES OUVRIERS ONT DU VIOLER LES CONVENTIONS

Les hausses de salaires n'ont pas été automatiques.

Le système de convention actuel a été mis au point en 1954 (Déclaration commune sur la productivité) et en 1960 (Accord de programmation sociale) par le patronat et les syndicats.

Dans les grandes lignes, il fut convenu:

1. une collaboration pour accroître la productivité dont les fruits seront partagés;
2. le respect de l'intégrité physique et morale, la dignité des travailleurs;
3. les travailleurs ne modifieront pas le statut des entreprises et ne mettront pas en cause l'autorité du patronat;
4. les revendications seront discutées au cours de rencontres régulières, la convention signée règle tous les problèmes où les parties se sont mises d'accord (paix sociale) (30); les syndicats recevront un pourcentage du salaire (0,6 % pour les Fabrications métalliques en 69-70, si l'accord est respecté; si une grève est reconnue, le patron prélève sur les 0,6 %, 125 F par ouvrier ayant cessé ou dû cesser le travail par jour et 250 F après le 20^{ème} jour de grève) (31).

Le mérite des conventions est d'uniformiser le sort de tous les ouvriers des grandes et petites entreprises et des différentes régions. Cependant il subsiste toujours des différences de salaires: les femmes et les immigrés à travail égal dans plusieurs secteurs gagnent moins; les ouvriers des petites entreprises gagnent généralement moins que les ouvriers des grandes entreprises, et certains secteurs (comme le pétrole), ont des salaires plus élevés que d'autres (exemple, le textile): cela va jusqu'à 100% et plus selon le cas (32).

Pour arriver effectivement à élever les salaires, les ouvriers ont dû mener de nombreuses grèves. Ils ont d'ailleurs attendu fin 1969 et début des années 70 pour réclamer une part de la prospérité (33). Une multitude de grèves n'ont même pas été reconnues par les syndicats, en vertu des conventions signées, et ont été particulièrement dures, comme celles des mineurs du Limbourg, des dockers de Gand et d'Anvers ou des sidérurgistes de Cockerill. Ce n'est donc pas par hasard si les salaires ont augmenté plus rapidement entre 1970 et 1974, soit plusieurs années après l'essor de la production.

LA PRODUCTIVITE CAPITALISTE A ETE MALFAISANTE

Enfin, et nous en arrivons au principal, les conventions reconnaissent l'autorité du patronat, en particulier pour élever la productivité. Le patronat voulait à la fois éviter les grèves et avoir l'assurance de pouvoir accroître la productivité à sa guise.

Comment a-t-il agi ?

L'automatisation s'est répandue partout. Dans certains secteurs, l'ancienne organisation du travail (travail d'un ou plusieurs ouvriers sur une machine) a été remplacée par le taylorisme (chaque ouvrier de la chaîne de production effectue quelques gestes simples à répéter pendant huit heures); parfois, les ouvriers ont dû se soumettre à des machines électroniques exigeant une attention soutenue et une vigilance sans faille. Le plus souvent, on assista à des combinaisons de toutes sortes. Indiscutablement, la productivité s'est élevée dans presque tous les secteurs (sinon ceux-ci sont irrémédiablement fermés ou remis à l'Etat).

Les conséquences pour les ouvriers furent cependant graves.

a. Dans une enquête, 59 % des ouvriers et des petits employés se plaignent d'une aggravation du rythme et des cadences (34). Cela ne va pas sans effets sur la santé. Dans l'automobile, dans le textile, dans l'électronique, et dans bien d'autres secteurs, les informations ne manquent pas sur la pression physique et nerveuse à laquelle sont soumis de nombreux ouvriers.

b. Le travail à "pause" s'est également développé durant les années de prospérité. 29 % des ouvriers et 15 % des ouvrières travaillent ainsi (le pourcentage est plus élevé dans la chimie, l'énergie, la sidérurgie, ainsi que dans les grandes entreprises). Le nombre d'ouvriers travaillant à "pause" a presque doublé (35). Pourtant, toutes les recherches s'accordent à reconnaître de nombreux désagréments physiques, sociaux et familiaux découlant de cette organisation de travail.

c. Les conditions de travail sont encore déplorables: 53 % des travailleurs d'une enquête se plaignent du bruit (36), 60 % se plaignent d'inconvénients physiques au cours d'une autre enquête (37). Les rapports des médecins du travail pour l'année 1975 font état de 800.000 travailleurs sur plus d'1 million examinés qui sont exposés aux risques d'une maladie professionnelle (600.000 environ à cause des produits chimiques) (38).

Ces quelques traits de l'organisation du travail pendant la période de prospérité esquissent la façon dont les capitalistes ont interprété les conventions.

A partir de là, nous pouvons aborder le prix payé par les ouvriers, estimer le gaspillage humain au point de vue santé.

LA CLASSE OUVRIERE EST USEE ET MEURTRIE

a. Les accidents de travail:

Ils restent toujours un fléau. Environ 1 ouvrier sur 5 subit un accident de travail par an. Certains secteurs comme les mines, les docks, la sidérurgie et le bâtiment sont plus touchés que les autres.

En 10 ans, de 1966 à 1975, on dénombre environ 3.000 ouvriers tués sur place et 100.000 incapacités permanentes à divers degrés de gravité. A cela, il faut ajouter les accidents sur le chemin du travail, soit, pour la même période, 2.000 tués et 25.000 incapacités permanentes (ouvriers et employés pour ces derniers chiffres) (39).

Les décès dans l'usine diminuent, ce qui donne l'impression que les choses vont mieux. Pendant ce temps, les invalides augmentent et des décès ont lieu hors de l'usine, sur le chemin du travail. Au total, le nombre de tués reste élevé et le nombre de mutilations augmente depuis la fin de la guerre.

Sur les causes des accidents, il y a aussi confusion. En réalité, la plupart des accidents peuvent être évités. En effet, les causes sont essentiellement: le mauvais climat social, la mauvaise organisation du travail, l'équipement défectueux, et interviennent aussi les problèmes individuels et familiaux. Les trois premiers points concernent directement l'usine, et, pour le dernier, il faudrait au moins qu'on le prenne en considération (40).

b. Les maladies professionnelles:

Près de 600.000 travailleurs sur le million examinés par les médecins du travail sont exposés aux risques d'une maladie professionnelle.

Pourtant, à part la silicose (maladie des mineurs) qui ne fut pleinement reconnue qu'en 1964, très peu de maladies sont acceptées comme étant des maladies professionnelles: les allergies, les cancers, les maladies nerveuses sont généralement exclues.

De 1966 à 1975, il eut 11.500 décès des suites d'une maladie professionnelle et, en 1975, il y avait environ 60.000 invalides, la plupart des mineurs (41).

Ces chiffres pourtant fort élevés sont bien au-dessous de la réalité. La plupart des maladies provoquées par le travail sont confondues avec les autres maladies.

c. Les maladies et l'absentéisme:

Par déduction, nous pouvons arriver à la conclusion qu'au cours de la période de prospérité, les ouvriers ont gravement abîmé leur santé à cause du travail.

De 1965 à 1974, le nombre de jours de maladie des ouvriers a augmenté d'environ 50 % (42). Il y a environ 110.000 ouvriers invalides (en plus des invalides à cause d'accidents de travail et de maladie professionnelle). Le nombre des jeunes invalides est malheureusement en hausse, de même que la proportion d'invalides dans la classe ouvrière (43).

Dans le même temps, il apparaissait que les maladies nerveuses touchaient 20 % des ouvriers et que les maladies du nez, des oreilles et de la gorge étaient également en augmentation (44).

D'autres maladies modernes plus graves encore comme les cancers frappent de plus en plus (45).

Qui sont les ouvriers les plus absents ?

Les ouvriers soumis à une grande tension nerveuse (l'absentéisme dans l'automobile est extrêmement élevé), travaillant la nuit; ceux qui ont de mauvaises conditions de travail et un bas revenu, ainsi que ceux qui ont des problèmes familiaux ou sociaux, les femmes qui ont un double travail.

Nous retrouvons la masse des ouvriers qui vit dans des conditions précaires et surtout, de plus en plus, ceux qui travaillent dans les industries modernes.

LES OUVRIERS SE SOIGNENT PLUS, MAIS NE VIVENT PAS PLUS VIEUX

La sécurité sociale est devenue obligatoire pour tous les travailleurs, et on veilla à ce que les pensionnés, les chômeurs, les malades ne soient plus réduits à la misère: les montants minima furent en général relevés. On essaya même de lier les revenus au "bien-être" en les augmentant régulièrement et ils furent aussi plus directement fonction du salaire (46).

Pour un homme seul, par exemple, les allocations de chômage ont plus que doublé de 1958 à 1975. C'est surtout à partir de 1970, que les hausses sont sensibles (47).

Les facilités accordées pour les soins des ouvriers malades ou blessés leur ont permis de se soigner plus. Ceux-ci purent reprendre le travail plus rapidement et être productifs un plus grand nombre d'années. Le revers de la médaille ?

Dans la classe ouvrière, 200.000 à 300.000 ouvriers ont un accident de travail par an; autant souffrent de maladies nerveuses ou d'autres maladies modernes.

60 à 80 % des ouvriers doivent encore travailler dur, risquer une maladie professionnelle ou un accident de travail, travailler à "pause", ou encore s'épuiser nerveusement. Presque tous ont un travail abrutissant, peu intéressant.

En moyenne, les ouvriers s'absentent pour maladie ou accident 20 jours de travail sur les 240 environ à prester.

Dans les rangs de la classe ouvrière, on compte environ 250.000 mutilés et invalides.

Depuis 1950 certainement, les ouvriers ne vivent pas plus vieux. Certaines maladies ont reculé, mais d'autres ont progressé. On observe même une régression de l'espérance de vie pour les hommes à partir de 35 ans (48) !

Dans les mines, le textile et la chimie, on trouve plus de décès à cause de l'appareil respiratoire et des cancers de poumon.

Les ouvriers ont plus de tués par accident proportionnellement que les autres classes (49).

La sécurité sociale a donc permis aux ouvriers de tenir le travail plus longtemps qu'auparavant, mais pas d'espérer profiter longtemps de la pension. Avant, l'ouvrier abandonnait le travail plus rapidement et puis il avait un sort misérable; maintenant, il doit rester, s'user complètement avant d'être rejeté à proximité de la mort: voilà le progrès capitaliste ! On ne vit pas plus vieux, on vieillit même plus vite... mais on évite la misère.

Comment dans de telles conditions, la classe ouvrière pourrait-elle tirer parti de son salaire plus élevé ? Les jeunes encore insouciant n'auront-ils pas tendance à mener une course effrénée vers un peu de joie pour compenser la dureté ou la monotonie du travail ? Les adultes prématurément vieillissent sauront-ils surmonter l'accablement ?

DANS L'USINE, LE GASPILLAGE EST MONNAIE COURANTE

Le gaspillage énorme au niveau des choix de production se prolonge par un gaspillage dans l'usine auquel les ouvriers sont plus sensibles et qui découle également de l'organisation du travail capitaliste. Cela va du travail mal organisé (qui entraîne des dépenses inutiles et des efforts accrus) au matériel mal adapté et aux menaces sur les ouvriers (cela augmente le rebut et la mauvaise qualité), en passant par le mauvais entretien des machines (qui alourdit les coûts de production).

Les seuls accidents de travail qui ont provoqué des blessures coûtent des milliards par an (15 à 20 milliards selon une estimation qui ne comptabilise pas les soins de santé et les indemnités). Et chaque accident grave est précédé de plusieurs dizaines d'accidents purement matériels.

A vouloir toujours parer au plus pressé, les capitalistes commettent dégâts sur dégâts dont les ouvriers font les frais. Les produits qui sortent de l'usine sont en partie altérés, les prix sont aussi surfaits. Tout cela contribue à la détérioration des entreprises et de la santé des travailleurs.

Lorsque les ouvriers ouvrent la bouche sur ce sujet, ils ne peuvent plus s'arrêter, tellement les gaspillages dans l'usine les révoltent.

La vie quotidienne: très peu de joie, beaucoup de tracas

OU EN EST LE NIVEAU DE VIE ?

L'évolution des budgets des ménages ouvriers de 1961 à 1972-74 indique une élévation du niveau de vie (50).

Nous l'avons indiqué, les revenus sont plus importants; les ménages en consacrent une partie non négligeable pour la voiture, les articles ménagers durables (télévision, machine à laver, etc.) et les loisirs.

C'est-à-dire que nourrir la famille n'est plus le seul but du travail, la plupart des ménages ont désormais d'autres préoccupations. C'est un progrès.

De 1965 à 1974, les familles possédant une télévision sont passées de 1,5 million à 2,5 millions (51). Le nombre de voitures privées en circulation a quasiment triplé de 1964 à 1979 (de 1 à 3 millions) (52).

Le crédit a certainement favorisé l'achat de maisons, de voitures et d'équipement ménager. Il n'est cependant pas très élevé si on le répartit sur tous les ménages ouvriers (probablement 7 à 8 % du revenu familial) (53). Evidemment, pour une minorité d'ouvriers, il peut s'élever à 30-40 % du revenu.

Néanmoins, le mode de vie des ouvriers a changé. Il n'est plus déterminé par la crainte de la famine, de la misère ou de la maladie.

L'ETAT D'ESPRIT DES OUVRIERS

Les ouvriers qui, à grande peine, étaient parvenus à sortir de la misère et à conquérir quelques libertés élémentaires comme la liberté syndicale, n'étaient pas préparés à la période de prospérité. Ils

durent laisser aux capitalistes, en échange des hausses de salaire, le pouvoir de choisir ce qui serait produit. De plus, ils étaient tentés de fuir l'usine, de se replier sur la famille; ils essayèrent de "profiter de la vie" en réaction contre le travail et pour oublier toutes sortes de désillusions.

L'ETAT D'ESPRIT DU PATRONAT

Les capitalistes, heureux de s'en tirer à si bon compte, étaient décidés après la guerre à mettre les bouchées doubles. Accumuler le maximum de profits dans le minimum de temps est leur devise et leur loi. Ainsi, par exemple, ils préfèrent produire des voitures plutôt que des trains, parce que les rentrées sont plus rapides. La consommation individuelle leur convient mieux que la consommation collective qui est souvent déficitaire et confiée à l'Etat.

Il y a donc, en quelque sorte, rencontre entre certaines exigences des ouvriers désirant consommer individuellement (ou en famille) et du patronat à qui ce genre de production est plus profitable.

LA CONSOMMATION CREE LES SOUCIS

Soulevons quelques questions parmi beaucoup d'autres.

ON MANGE PLUS ET ON EST PLUS SOUVENT MALADE

La misère dans la classe ouvrière s'est résorbée pendant la période 1950-1960. Mais depuis, la nourriture est devenue source de nouvelles maladies comme les cancers qui sont plus répandus qu'avant. On a découvert les hormones dans le veau et certains produits cancérigènes dans les colorants; le sel, les graisses, le sucre sont tour à tour dénoncés comme nuisibles. Chaque année dans le monde, environ 3.000 nouveaux produits chimiques sont employés dans l'industrie et une partie dans l'alimentation: pour la plupart des produits, on ignore les effets sur l'organisme humain.

Qui sait ce qu'on mange ?

On a jeté sur le marché de grandes quantités de nourriture pour répondre à une demande massive, en utilisant des procédés et des produits dont on découvre peu à peu la nocivité.

Il est certain qu'en plus des conditions de travail, l'alimentation a un grand rôle dans la stagnation, voire la régression de la durée de vie des ouvriers. La qualité est généralement déplorable et les insuffisances des cantines obligent les femmes à consacrer beaucoup de temps à cuisiner.

Les ouvriers n'ont plus faim, mais ils sont parfois gravement malades à cause de l'alimentation.

De plus en plus, les ménagères exigent des produits de qualité et boycottent ceux dont on reconnaît les nuisances.

ON HABITE MIEUX, MAIS ON EST EPUISE

Les ouvriers ne vivent généralement plus dans les taudis d'autrefois, entassés les uns sur les autres. Seule une partie des immigrés connaît encore ce sort.

Souvent devenus propriétaires, les ouvriers doivent être endettés pendant une vingtaine d'années avec tous les risques que cela comporte. Puis, ils doivent entretenir leurs maisons, consentir des grands frais, et tous, propriétaires ou locataires, passent un temps énorme à bricoler, en fait à prolonger l'abrutissement de la journée à l'usine. Le logement est certainement pour beaucoup dans l'épuisement physique et nerveux des ouvriers. Plus le temps passe, plus les réparations s'imposent, plus l'ouvrier est rivié à son logis. L'entraide entre ouvriers, la lutte contre les loyers élevés connaîtra certainement une nouvelle extension.

PLUS D'ARTICLES MENAGERS, MAIS ON RESTE AUTANT A L'OUVRAGE

Prévus pour faciliter le travail, les articles ménagers familiaux présentent de nombreux inconvénients. Ils sont coûteux (dans le cas de la machine à laver par rapport à la wasserette), apportent des tracas (dettes, réparations, entretien). La femme est libre... pour accomplir de nouveaux travaux

ménagers: les enquêtes montrent qu'elles passent toujours autant de temps (sinon plus) aux tâches ménagères qui sont plus variées qu'avant (on fait plus d'achats, on cuisine plus, on a plus à entretenir...) (51).

LA VOITURE: UN PROGRES COUTEUX

Dans le budget, la voiture a plus de poids que les loisirs eux-mêmes ! Espérant acquérir grâce à elle une certaine liberté de déplacement pour les distractions, les rencontres avec les amis, pour habiter dans un cadre agréable, etc., la plupart des ouvriers en ont acheté. Qu'il y ait du vrai là-dedans, c'est indiscutable. Mais cela valait-il les 25.000 tués, parmi lesquels de nombreux ouvriers, et les 260.000 blessés graves dans des accidents de circulation entre 1965 et 1977 (55) ?

Cela valait-il le travail à la chaîne impitoyable pour les produire, les sommes fabuleuses dépensées dans les autoroutes, avec toutes les destructions que celles-ci exigent ?

Sans parler des dettes, des tracasseries, des embouteillages, de la tension nerveuse que provoque l'achat d'une voiture et son utilisation.

Pendant ce temps, les transports en commun étaient négligés, à tel point qu'ils sont plus coûteux pour une famille que la voiture et qu'on perd un temps énorme quand on les emprunte.

Maintenant qu'on est quasiment obligé de faire ses achats dans les grandes surfaces, qu'on habite loin du travail et qu'on a pris certaines habitudes de déplacements, comment faire ?

EDUCATION DES ENFANTS

Désormais, les enfants d'ouvriers sont vêtus, nourris et scolarisés. Mais la société leur a caché le prix payé pour ce confort. Ils ne comprennent pas toujours pourquoi ils ne peuvent avoir tout ce qu'ils souhaitent, pourquoi autorités et forces de l'ordre les méprisent; ils sont surpris et écoeurés de découvrir la réalité, ils se révoltent. Aujourd'hui, beaucoup deviennent chômeurs, considérés comme des rejets, alors qu'ils avaient jusque là une impression de facilité et beaucoup d'espoir.

Au début des années 60, le nombre de jeunes délinquants a augmenté de 30 à 50 % par rapport aux années 50; plus de 3.000 jeunes par an passent devant le juge des enfants (56).

Actuellement, un grave malaise pèse sur la jeunesse. Il n'est que le reflet du malaise de la société qui meurt de trop de richesses. Il disparaîtra lorsque la partie saine, les travailleurs, réagira contre le parasitisme avec efficacité.

LA FAMILLE AU BORD DE LA RUPTURE

Les ouvriers, qui espéraient apporter le bonheur dans leurs familles, sont confrontés à de nombreuses difficultés.

L'augmentation du nombre de divorces dans la population témoigne à coup sûr de la désagrégation de nombreuses familles: la hausse a été modérée de 1926 jusque 1970, puis s'est fortement accélérée pour doubler de 1970 à 1976. De 1966 à 1975, 70.000 divorces environ (57) !

C'est toute la vie quotidienne qui pèse sur les familles, c'est l'influence de l'individualisme, de la division qui empêche les ménages de se consolider, qui les mine petit à petit, qui accumule les rancoeurs jusqu'au point de rupture.

Il faudra que la classe ouvrière reprenne la lutte pour de grandes causes, abandonne une vie quotidienne qui a été partiellement imposée par la bourgeoisie et qui s'inspire de ses moeurs pour que les familles ouvrières surmontent les obstacles, s'unissent et s'entraident.

LE VER ETAIT DANS LE FRUIT

La croissance économique s'est faite dans certains secteurs au détriment d'autres. Le parasitisme financier a supplanté le travail industriel. La dépendance envers l'étranger et quelques monopoles belges conduit à la débâcle actuelle.

Pour jouir d'une consommation dont on découvre petit à petit qu'elle est nuisible, les ouvriers ont dû payer avec leur santé, ils ont dû accepter d'être plus écrasés par le travail.

Ce marchandage, qui a été prôné par les partis et les syndicats et qui a été en partie imposé aux ouvriers récalcitrants, a stabilisé l'économie pendant plusieurs années et a profité largement aux capitalistes.

La prospérité, ce fut pour eux, grâce au travail des ouvriers de Belgique et des autres pays où se trouvent des "intérêts belges".

Le mouvement ouvrier en déroute doit envisager autrement ses attitudes.

Il a accompli de grands exploits dans le passé pour sortir de la misère. Il saura se reprendre.

TROISIEME PARTIE: POUR UN RENOUVEAU DU MOUVEMENT OUVRIER¹

S'épanouir et non plus "s'en sortir"

Les anciens mots d'ordre "pain, liberté, travail" appartiennent une époque révolue. Grâce à de grandes luttes, et sous la conduite de chefs comme Lahaut, la classe ouvrière a conquis sa dignité. Cependant, dès que l'ouvrier eut du pain et de la viande, le droit de vote, dès qu'il se syndiqua et que le chômage diminua, le mouvement ouvrier sembla perdre sa raison d'être.

Les partis et les syndicats ouvriers ont échoué, parce qu'ils ont voulu, après la guerre, acquérir le plus d'argent possible dans le temps le plus court, sans se soucier des lourdes conséquences pour la classe ouvrière, suivant en cela la volonté des capitalistes d'élever la productivité – lisez les profits – à tout prix.

La classe ouvrière, qui n'a jamais voulu adopter un mode de vie qui lui est étranger, mais qui n'a pas encore les moyens et l'expérience pour définir et imposer le sien, a dû jouer le jeu. La crise dévoile que la classe ouvrière est une victime dont on a extrait la substance pendant 10 ans et qu'on rejette aujourd'hui.

L'ENORME DEVELOPPEMENT DE LA SCIENCE, DE LA TECHNIQUE, LES CAPACITES DES TRAVAILLEURS MODERNES, COMPLETEMENT DENATURES PAR LE CAPITALISME, POSENT LA TACHE DE L'EPANOUISSEMENT DES TRAVAILLEURS ET DE LA SOCIETE. [...]

Une production et une consommation vraiment sociales

UNE AUTRE CONSOMMATION

Obtenir une économie indépendante, planifiée et nationalisée n'est pas suffisant.

Elle doit contribuer l'épanouissement de la classe ouvrière et des autres travailleurs.

Par exemple, elle doit fournir une alimentation de qualité à toute la population. Les logements devraient rester en état longtemps, être réparés à bon marché par des services composés de spécialistes et d'aidants, et être conçus pour favoriser les rapports entre les gens.

La culture et les sports devraient disposer de grands moyens, être à la portée de tous et s'imprégner d'un esprit progressiste. Le travail ménager devrait être allégé par un équipement collectif (crèches, cantines, lavoirs, etc.) qui soit souple, diversifié et d'une qualité exemplaire: il faut non seulement les moyens techniques, mais aussi une entraide entre familles pour les petits travaux, une aide des pensionnés et des jeunes pour soulager les familles, etc.

De même pour les transports en commun qui devraient être bien mieux organisés pour permettre des déplacements rapides, bon marché et en sécurité. Il faut une combinaison complexe de tous les moyens de transports existants (train, bus, voiture...), des méthodes rationnelles pour les réparations, etc., etc.

¹ Le point de vue de ce chapitre verse dans l'utopie – qui n'est pas sans intérêt – et s'illusionne sur le rôle de la classe ouvrière (2011).

La consommation “individuelle” laisserait progressivement la place une consommation “collective” bien plus variée, adaptée et de qualité: c’est la condition pour améliorer la santé, bien éduquer la jeunesse et unir les ménages.

UNE AUTRE PRODUCTION

La production devra s’adapter à ces besoins nouveaux. Dans chaque secteur, les ouvriers devront s’arranger pour respecter la demande qui variera selon les régions, selon les couches sociales, etc., et ils devront également influencer leur entourage. Par conséquent, le travail ne pourra plus être abrutissant, les machines devront éliminer tous les travaux pénibles et permettre aux ouvriers de participer, de diriger la construction d’une nouvelle société.

UNE AUTRE ECONOMIE

C’est seulement dans une économie tendant vers l’harmonie, se développant sans à-coups excessifs, que l’emploi augmentera et que le bien-être s’élèvera réellement.

Il ne manque pas de travail, il manque des moyens aux travailleurs pour réaliser les immenses tâches à accomplir: alimentation, logements, culture, loisirs, transports en commun, éducation, énergie et machines, etc. tout doit évoluer. La production complètement déséquilibrée, unilatérale et la consommation aveugle, satisfaisante par un côté et nuisible par beaucoup d’autres doivent être modifiées.

C’est ce combat qui est celui de la classe ouvrière. Il lui revient de dénoncer LA SOI-DISANTE PROSPERITE, ATTIRER A ELLE AUSSI BIEN LA PETITE PAYSANNERIE, LES PETITS INDEPENDANTS, QUE LES INTELLECTUELS PROGRESSISTES, ET FAIRE MIEUX, AVEC EUX, QUE LES CAPITALISTES.

NOTES

- (1) CSC, Rapport d’activité (période 1977-1979); Dossier du MOC; L’action économique, mutuelliste, coopérative, sociale, 6.3.1981;
- (1bis) Source: Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, octobre 1980;
- (2) Source: Bulletin de la Banque Nationale de Belgique, octobre 1977;
- (3) Source: Annuaire statistique de la Belgique, 1977;
- (4) Source: Economie belge en...;
- (5) Source: Fabrimetal, 17.1.1972 et janvier 1977; Fabrimetal ne recense qu’une partie des entreprises du secteur;
- (6) C.R.I.S.P. n° 614, 1973;
- (7) Contradictions n° 8, 1975; GEM, Belgique: pays en voie de sous-développement, 1977;
- (8) F. Baudhuin, Histoire économique de la Belgique de 1957 1968;
- (9) Contradictions n° 8, 1975;
- (10) Revue Nouvelle, novembre 1972;
- (11) Contradictions n° 8, 1975;
- (12) GEM, Belgique pays en voie de sous-développement; FEB, Présence économique belge dans le monde;
- (13) Source: ONSS;
- (14) Source: statistiques de base 1966-1970 et 1965-1974;
- (15) Source: ONSS;
- (16) Source Annales statistiques de la Belgique et statistiques de base;
- (17) Source: Annales statistiques de la Belgique;

- (18) Source: C.R.I.S.P. n° 614, 1973; GEM: Belgique, pays en voie de sous-développement; M. Quevit: Les causes du déclin wallon, 1978;
- (19) Source: ONSS 1974 et 1979;
- 20) Fabrimetal 4-1975; L'automobile dans la société, Institut de Sociologie, 1972;
- (20bis) Annuaire statistique de Belgique, 1979;
- (21) Statistiques de base 1966-1970 et 1965-1974;
- (22) Bulletin de statistique 1980, p. 924;
- (23) Mutation et Région, octobre 1976; Eurostat, Statistiques sociales spéciales, 1972;
- (24) Statistiques de base 1965-1974; Politique de main d'oeuvre en Belgique, OCDE, 1971; Mutation et Région, octobre 1976;
- (25) Annuaire statistique de la Belgique;
- (26) Source: Dulbea 65-1975 et 74-1977;
- (27) Source: Dulbea 74-1977; ONSS;
- (28) Source: ONSS;
- (29) D. Crespi, Les salaires belges, 1960; Eurostat, Statistiques sociales, 1972;
- (30) Source: B. Gubbels, Productivité, progrès technique et relations industrielles; 1960; Bulletin de la F.I.B., 1960;
- (31) Fabrimetal, 15.1.1969;
- (32) Mutation et Région, octobre 1976; ONSS;
- (33) Statistiques sociales, 1-1978;
- (34) L'entreprise, l'école, le logement et son environnement (Rapport scientifique);
- (35) L. Caymax et H. Verhulst, De relatieve omvang van ploegenarbeid in België en de verdeling ervan naar sectoren, gewesten en bedrijfsgrootte, 1977;
- (36) Eurostat, Conditions de travail, 1975;
- (37) B. Rezsöházy, Mode de vie des Belges francophones;
- (38) Source: Statistiques de l'activité des services médicaux du travail pour les années 1971-1976;
- (39) Annuaire de la Sécurité et de l'Hygiène du Travail, 1978-1979;
- (40) Source Les facteurs humains de la sécurité, CECA, 1967;
- (41) Source: Annuaire statistique; Fonds des maladies professionnelles;
- (42) Source: INAMI;
- (43) Fondation Université-Travail: Sécurité sociale, Bulletin de l'AMI 6-1978;
- (44) Le Symposium International du Travail et de la Sécurité, 1971;
- (45) Annuaire de la santé, 1978;
- (46) B-S Chlepner, Cent ans d'histoire sociale en Belgique, postface de René Ewalenko;
- (47) Source: Dulbea 74-1977;
- (48) Annuaire statistique de la santé, 1978;
- (49) Luc Delanghe, Differentiële sterfte in België, 1971;
- (50) Economie belge en 1976;
- (51) Statistiques de base 1965-1974;
- (52) Annuaire statistique de Belgique, 1979;
- (53) Source: Bulletin de statistique 2-1975;
- (54) A.A.Evans, Temps et vie de travail, OCDE 1973;
- (55) Annuaire statistique de Belgique, 1979;
- (56) Annuaire statistique de Belgique, 1976;
- (57) Source: Bulletin de statistique, 1980.

Sommaire

AVERTISSEMENT	2
PREMIERE PARTIE: L'ECONOMIE DEVIENT PARASITAIRE	3
Y a-t-il eu prospérité ?	3
Le gâchis économique	4
La catastrophe commence	5
DEUXIÈME PARTIE: LA PROSPÉRITÉ, CE NE FUT PAS POUR LES OUVRIERS	5
Le "plein emploi" cachait l'agonie des industries	5
Le prix du salaire, c'est la santé	7
La vie quotidienne: très peu de joie, beaucoup de tracas	10
TROISIEME PARTIE: POUR UN RENOUVEAU DU MOUVEMENT OUVRIER	14
S'épanouir et non plus "s'en sortir"	14
Une production et une consommation vraiment sociales	14
NOTES	15
Sommaire	17